

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaines du 27 janvier au 7 février 2025

LE CHIFFRE A RETENIR

-81 %

C'est l'objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2035 que le gouvernement britannique a inscrit dans sa « Contribution Nationale Déterminée » transmise à la CNUCCC

Energie-climat

Keir Starmer réaffirme son soutien aux projets de champs pétroliers de Rosebank et de Jackdaw

Le Premier ministre Keir Starmer a réaffirmé son soutien aux projets de champs pétroliers de Rosebank et de Jackdaw, en dépit de l'annulation des procédures d'attribution des permis prononcée par la cour d'Edimbourg. Celle-ci estime en effet que les études d'impact environnementales n'ont pas pris en compte les émissions indirectes (dites de « scope 3 ») induites par la production de pétrole. Les porteurs de projet, Equinor et Shell, devraient présenter une nouvelle demande de permis de production dans les prochaines semaines. Entre temps, le Department for Energy Security and Net Zero espère publier de nouvelles lignes directrices pour la réalisation d'études environnementales, qui devraient s'appliquer à ces nouvelles demandes. Pour mémoire, le parti travailliste s'est engagé dans son programme électoral à ne pas octroyer de permis de production à de nouveaux projets, sans toutefois remettre en cause les permis déjà octroyés.

Le gouvernement souhaite imposer des obligations de rénovation énergétique aux propriétaires bailleurs

Le gouvernement travailliste a ouvert une consultation publique en vue de l'imposition de nouvelles règles imposées aux propriétaires bailleurs en Angleterre et au Pays de Galles. Les logements proposés à la location devront avoir un diagnostic de performance

énergétique au moins égal à C, contre E actuellement. Les propriétaires pourront toutefois s'exonérer de l'obligation d'atteindre la classe C s'ils démontrent avoir investi au moins 15 000 £ dans des actions de rénovation énergétique (isolation, installation de double vitrage, de panneaux solaires ou de pompe à chaleur...). Le gouvernement espère ainsi réduire la facture énergétique des locataires de 240 £ par an en moyenne, pour un coût estimé entre 6 100 £ et 6 800 £ en moyenne pour les propriétaires d'ici 2030. Pour mémoire, le précédent Premier ministre Rishi Sunak avait abrogé en septembre 2023 l'obligation faite aux propriétaires bailleurs que leurs logements proposés à la location atteignent la classe C du DPE d'ici 2028.

Les députés jugent « très risquée » la stratégie du gouvernement pour le déploiement du CCUS

Dans son dernier rapport, le Public Accounts Committee de la Chambre des communes juge « très risquée » la stratégie du gouvernement de soutenir des projets de CCUS « tête de série », alors que le gouvernement a annoncé un soutien de 21,7 Md£ au cours des 25 prochaines années pour la réalisation de 5 projets dans les clusters HyNet et de Teesside. Le PAC recommande au gouvernement de réévaluer sa stratégie et de s'assurer que le coût des projets ne dérapera pas, au risque d'exposer davantage les contribuables et les consommateurs qui supporteront indirectement le coût des aides publiques. Par ailleurs, le PAC recommande au gouvernement de mettre à jour son objectif de captage et stockage de carbone pour 2030, la cible de 30 MtCO₂ étant désormais jugée inatteignable.

Environnement

Le gouvernement lance une consultation en vue de la publication d'une stratégie pour l'occupation des sols

Le gouvernement a lancé une consultation publique dans le cadre de l'élaboration de son plan d'utilisation des sols en Angleterre, dont la publication devrait intervenir d'ici la fin de l'année. Celui-ci devra concilier les objectifs de sécurité alimentaire, restauration de la nature et soutien à la croissance par la construction de nouvelles infrastructures. Le gouvernement propose de sanctuariser les meilleures terres arables des projets de construction de logements ou d'implantation d'énergies renouvelables. D'autres zones seront désignées pour la protection de la nature ou la construction de nouvelles infrastructures. Ces propositions tiendront compte de l'exposition des terres aux inondations ou à l'érosion des sols grâce à l'utilisation des données les plus récentes. En revanche, la planification du gouvernement ne devrait pas se prononcer sur le type de culture qui devrait être pratiqué sur les terres destinées à l'agriculture.

Le dispositif « Biodiversity Net Gain » jugé peu efficace par la coalition Wildlife and Countryside Link

Selon l'analyse de la coalition d'ONG environnementales Wildlife and Countryside Link, le dispositif "Biodiversity Net Gain", entré en vigueur en 2024, n'a atteint que 13 % de l'objectif de restauration des terres qu'il devait délivrer : alors que le gouvernement tablait sur 5 438 hectares restaurés lors de sa première année d'application, seulement 700 hectares ont ainsi restaurés. Pour mémoire, ce dispositif impose aux promoteurs immobiliers d'accroître la biodiversité d'au moins 10 % net des pertes induites par la réalisation de leurs projets. En conséquence, la coalition Wildlife and Countryside Link appelle à un renforcement du dispositif, qui fait l'objet d'une revue au sein du gouvernement. Par ailleurs, seules 4 autorités locales ont introduit des objectifs plus ambitieux que les 10% minimum requis par la loi et 30 autorités locales prévoyaient de rehausser leur ambition dans les prochains mois.

Industrie

AstraZeneca renonce à un investissement de 450M£ au Royaume-Uni

AstraZeneca a annoncé avoir renoncé à un projet d'investissement de 450M£ dans la construction d'un site de production de vaccins de nouvelle génération contre la grippe à Speke (région de Liverpool). Le projet avait été dévoilé en mars dernier par Jeremy Hunt, alors chancelier de l'Échiquier du gouvernement de Rishi Sunak.

AstraZeneca cite, comme principale raison de sa décision, la réduction du montant du soutien public qui lui aurait été proposé. Pour rappel, le précédent gouvernement s'était engagé à soutenir le projet d'AstraZeneca à hauteur de 90M£ mais cette offre aurait été réévaluée à la baisse depuis l'entrée en fonction du gouvernement de Keir Starmer en juillet 2024. Cette réduction résulterait, selon le *Treasury*, d'un recalcul du montant de l'aide en raison d'un changement dans la composition de l'investissement d'Astrazeneca.

Aucune précision n'a été donnée par AstraZeneca quant au site qui sera retenu pour accueillir le projet.

La production automobile britannique recule de 12% en 2024

Selon les données du [SMMT](#), 905 000 véhicules ont été produits au R-U en 2024, soit 12% de moins que l'année précédente. Il s'agit du volume de production le plus faible constaté depuis 1954, à l'exception de 2020. La production de voitures (779 000 unités) a reculé de -13,9% en g.a., alors que la production de véhicules utilitaires a progressé de 4% (126 000 unités). Le SMMT explique la forte baisse de la production de voitures par un environnement de marché difficile et par la transformation des usines pour la production de véhicules électriques. Il envisage un retour de la production britannique au-dessus d'1M de véhicules en 2028.

Les autorités locales de Durham autorisent la construction d'un site d'extraction de lithium d'une capacité de 10 000t/an

Le conseil du comté de Durham (Nord-Est de l'Angleterre) a autorisé la construction d'un site d'extraction et de raffinage de lithium à Weardale (à proximité de Durham). Le projet, porté par Weardale

Lithium, permettrait d'extraire et de raffiner 10 000t/an de lithium en lien avec une centrale géothermique (le lithium sera extrait des eaux géothermales).

Transports

Rachel Reeves confirme que le gouvernement soutiendra le projet d'une troisième piste à l'aéroport d'Heathrow

Dans son discours du 29 janvier présentant plusieurs mesures nouvelles destinées à soutenir la croissance, la Chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves a invité l'aéroport d'Heathrow à présenter formellement « avant l'été » un projet de troisième piste. Selon Rachel Reeves, le projet de troisième piste, « retardé, évité et enterré pendant des décennies », soutiendrait la création de 100 000 emplois et ferait augmenter le PIB potentiel britannique de 0,4% à horizon 2050. La Chancelière a indiqué espérer qu'une décision d'autorisation de la construction puisse être rendue avant 2029.

Pour rappel, un premier projet de troisième piste avait été soutenu par le gouvernement travailliste de Gordon Brown en 2009 puis abandonné en 2010 en raison de l'opposition du gouvernement de coalition de David Cameron. Plusieurs élus travaillistes, dont l'actuel ministre de l'Environnement Ed Miliband et le Premier ministre Keir Starmer, avaient également signalé, par le passé, leur opposition au projet. Le maire de Londres Sadiq Khan y reste opposé.

Des décisions finales d'autorisation sont également attendues dans les prochaines semaines pour les projets d'extension des aéroports de Gatwick et Luton.

Le gouvernement annonce 63M£ de financements nouveaux pour les carburants d'aviation durables

En marge du discours de Rachel Reeves le 29 janvier, le gouvernement a annoncé que l'*Advanced Fuels Fund*, qui soutient des projets de développement et de production de carburants d'aviation durable au R-U, bénéficierait d'une [subvention supplémentaire de 63M£](#) au cours de l'année à venir. L'*Advanced Fuels Fund* a déjà déployé 135M£ de soutiens à l'implantation d'unités de production de carburants d'aviation durables au R-U depuis 2022.

Le gouvernement publie sa réponse à la consultation sur le futur mécanisme de garantie des revenus pour les producteurs de carburants d'aviation durables

Le *Department for Transport* (DfT) a [publié](#) sa réponse à la consultation qu'il avait ouvert aux acteurs du secteur dans le cadre de l'élaboration d'un mécanisme de garantie des revenus pour les producteurs de carburants d'aviation durables (SAF) au R-U. Les entreprises ont distingué trois principales barrières à l'investissement dans la production de SAF: (i) l'incertitude réglementaire, (ii) l'absence de prix de marché mondiaux pour les SAF les plus avancés (carburants de synthèse...) et (iii) la concurrence avec d'autres technologies bas-carbone dans l'attraction des investissements.

Des quatre modèles de mécanisme de garantie de revenus proposés par le gouvernement, ils ont indiqué leur préférence pour la mise en place d'un *guaranteed strike price* (prix garanti, sur le modèle des *Contracts for Differences*).

Le gouvernement doit prochainement présenter un projet plus détaillé tenant compte des orientations dégagées lors de la consultation.

Le *National Wealth Fund* et Aviva coinvestissent 65M£ dans l'opérateur de points de charge pour véhicules électriques Connected Kerb

Le *National Wealth Fund*, banque publique d'investissement destinée à soutenir des projets en lien avec la transition écologique et la future stratégie industrielle, a [annoncé](#) avoir accordé avec Aviva un financement en capitaux propres de 65M£ (55M£ pour le NWF et 10M£ pour Aviva) à l'opérateur de points de charge pour véhicules électriques Connected Kerb. Ce financement doit permettre à Connected Kerb de porter son réseau de 9000 à 40 000 points de charge, en lien avec l'objectif du gouvernement de déployer 300 000 points de charge au R-U à horizon 2030.

Hydrogène – La *UK Civil Aviation Authority* a [annoncé](#) le lancement d'une nouvelle édition de son « *Hydrogen Challenge* » destiné à permettre la réalisation d'essais de technologies et d'infrastructures pour appareils à hydrogène et à soutenir la mise en place d'un cadre réglementaire plus favorable à leur entrée en service.

Avion zéro-émission — la startup britannique Avooma, qui prévoit d'exploiter des vols régionaux zéro émission au R-U et en Irlande, a annoncé être entrée en partenariat avec l'américain The Aircraft Company, qui développe un appareil régional hybride-électrique. Avooma conseillera notamment The Aircraft Company sur les besoins opérationnels des opérateurs de ses futurs appareils.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtrésor.gouv.fr, karine.maillard@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtrésor.gouv.fr